

Soixante ans—deux générations, $\frac{3}{4}$ de siècle, $\frac{1}{2}$ de millénaire à travers les dangers qui entourent un trône, il n'y a pas une ombre sur le caractère de la femme, pas une tache sur le diadème de la reine. Et je crois pouvoir dire sans crainte que jamais on ne verra dans l'avenir, pas plus que l'on n'a vu dans le passé, un règne aussi remarquable par sa grandeur et par sa pureté.

M. MONK: M. l'Orateur, avant que l'on prenne le vote sur cette adresse, je crois de mon devoir, comme un des rares représentants de la province de Québec, siégeant de ce côté-ci de la Chambre, un des rares députés représentant des divisions électorales où une grande proportion des électeurs est canadienne-française, d'exprimer mon opinion, qui est, je pense, dans une grande mesure, celle de mes commettants sur ce sujet.

Cette adresse renferme des paragraphes au sujet desquels il est impossible de différer d'opinion. Cette partie de l'adresse où il est question du jubilé de Sa Majesté, et le concert de louanges et de joie qu'il détermine chez ses sujets par tout l'immense empire sans égal qu'elle gouverne sont un point sur lequel, ainsi que l'ont dit déjà l'honorable chef de la gauche et autres, il ne saurait y avoir une seule voix discordante.

Ainsi il est de notre devoir, je crois, de joindre notre voix au concert de louanges et de réjouissance qui doit marquer cet important événement si éloquemment décrit par l'orateur qui m'a précédé.

Nous pouvons tous aussi approuver le paragraphe qui a trait à la calamité qui a frappé nos co-sujets de l'Inde.

A ce sujet, cependant, je crois devoir attirer l'attention de l'honorable chef de cette Chambre, dont la sincérité ne me fait aucun doute, sur la position, dans laquelle nous nous trouvons. Dans plus d'une occasion ça été la coutume chez une classe restreinte je dois le dire, dans la province de Québec, de qualifier les représentants conservateurs dans cette Chambre, de partisans d'une théorie tendant à resserrer les liens qui réunissent entre elles les dépendances de l'Empire britannique. Sous ce rapport, l'on a plus d'une fois attiré sur nous le blâme de nos concitoyens, l'on nous a dénoncé comme partisans du parti Bleu-Orange.

Or, M. l'Orateur, ceux qui viennent de ma province natale savent quelle influence peut avoir ce qualificatif sur les électeurs. Mais ce n'en est pas moins le cas que dans plus d'une circonstance, pour avoir professé, ou avoir été supposés professer des sentiments contenus dans ce premier paragraphe de l'adresse, nous avons été pris à tâche et désignés comme un groupe d'hommes désireux de lier entre elles les diverses parties de l'Empire. Il est temps, je crois, que cela cesse et que l'on fasse reconnaître les sentiments exprimés dans ce paragraphe comme étant les sentiments de la population entière de ce pays.

Que vois-je dans un journal français libéral que j'ai reçu aujourd'hui? Précisément la même attaque contre ceux à qui les honorables membres de la droite demandent d'approuver ce paragraphe. Je vois dans *Le Signal*, un des principaux organes libéraux publiés dans la ville de Montréal, "qu'il souffle un fort vent d'impérialisme sur notre pays," précisément ce souffle qui court à travers le premier paragraphe du discours du trône. Voici ce qu'il dit :

M. DAVIN.

Il souffle un fort vent "d'impérialisme" sur notre pays et ceux qui ont à cœur la cause française ne peuvent rester impassibles en face de ce qui se passe.

Les hommes publics de la province de Québec, libéraux comme conservateurs n'ont pas fait depuis quelques années le moindre effort pour stimuler le sentiment français chez notre population et pour réchauffer chez nos compatriotes les aspirations nationales.

Puis vient une forte attaque contre des sentiments qui sont précisément ceux que contient le premier paragraphe du discours du trône. Plus loin, nous trouvons ces mots :

Soyons Canadiens, très bien. Mais ne soyons pas Anglais.

Nos intérêts ne sont pas communs avec ceux que défend et surveille Downing Street ; en outre ils sont absolument étrangers à ceux que l'Angleterre peut avoir dans les Indes, en Egypte, au Transvaal, dans la Méditerranée ou au Venezuela et ailleurs et il serait antipatriotique de notre part d'épouser ses querelles et ses différends ou même ses aventures. Nous avons autre chose à accomplir.

Puis, relativement au paragraphe qui déclare que nous avons bien fait de prendre en considération les souffrances de nos co-sujets de l'Inde, ce journal dit :

Que les Anglais du Canada souscrivent une centaine de mille dollars pour venir au secours des Hindous affamés, volés et ruinés par l'Angleterre, c'est leur affaire et c'est pour afficher leur dévouement au *British Empire*.

Que les Anglais du Canada chantent le *God save the Queen* après avoir bu une tasse de thé, après avoir joué une match de croquet, ou devant un régiment qui passe, c'est pour galvaniser leur "loyalisme," c'est pour fouetter le sang anglais, c'est pour faire vibrer la fibre anglaise, c'est pour se fanatiser.

Pensez-vous que nos "Jingoes" de Montréal ou de Toronto auraient donné cent sous si la peste bubonique sévissait dans l'Indo-Chine ou en Algérie au lieu de sévir dans les Indes ?

Je n'occuperai pas plus longtemps l'attention par des citations de ce journal. Je dirai, cependant, à l'honorable chef de cette Chambre que si ce paragraphe de l'adresse représente véritablement les sentiments de son parti, il devrait user de sa puissante influence pour les faire adopter par tous ses partisans.

M. l'Orateur, je ne crois pas que ce soit le seul journal dans lequel vous trouviez des sentiments de ce genre. Nous en avons un autre à Montréal, qui, heureusement, est récemment devenu, je pense, la propriété de l'honorable ministre des Travaux publics (M. Tarte), et ce fait me donne de grandes espérances pour sa future loyauté ; mais plus d'une fois nous avons vu dans ce journal l'expression de sentiments exactement du même genre.

Durant la dernière lutte électorale, quelle histoire ce journal faisait-il circuler chaque jour *ad nauseam* dans ma division électorale? C'était que l'honorable chef de ce côté-ci de la Chambre (sir Charles Tupper) était entré dans une combinaison avec M. Joseph Chamberlain et avait acheté pour trois millions de piastres de carabines pour armer les jeunes gens de la province de Québec et les envoyer au Venezuela défendre la cause de l'Angleterre. Je n'ai jamais pu découvrir ce qu'étaient devenues ces carabines, mais je crois pouvoir raisonnablement demander aux hommes qui occupent les banquettes ministérielles s'ils ont maintenant l'intention d'en armer les jeunes gens de la province de Québec pour les envoyer au Venezuela combattre contre l'Angleterre.

Si les sentiments contenus dans ce paragraphe de l'adresse représentent réellement les sentiments des honorables messieurs de la droite, il est temps, je